Jean-Marc PIOTTE

sociologue (UQAM)

1988

“La conversion de Lapalme”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jmt_sociologue@videotron.ca

Site web: <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: http://www.uqac.ca/Classiques_des_sciences_sociales/

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Jean-Marc Piotte, sociologue québécois
Professeur à la retraite, UQAM

“ La conversion de Lapalme. ”

Un article publié dans l'ouvrage sous la direction de Jean-François Léonard, **Georges-Émile Lapalme**, pp. 103-107. Montréal : Les Presses de l'Université du Québec, 1988, 303 pp. Collection : Les leaders politiques du Québec contemporain.

Jean-Marc Piotte enseigne au Département de Science Politique de l'Université du Québec à Montréal. Militant syndical et il a consacré plusieurs livres et articles à la théorie marxiste des classes, de la nation, de l'État et du parti, ainsi qu'à la lutte syndicale. Il fut de plus co-fondateur des revues Parti pris et Chroniques.

M. Piotte est spécialisé dans les idéologies politiques et le syndicalisme.

courriel : (piotte.jean-marc@uqam.ca)

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times, 12 points.

Pour les citations : Times 10 points.

Pour les notes de bas de page : Times, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2004 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format
LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition complétée le 20 juillet 2005 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec.

Jean-Marc Piotte

Sociologue, professeur retraité de l'UQAM

“La conversion de Lapalme”.

Un article publié dans l'ouvrage sous la direction de Jean-François Léonard, **Georges-Émile Lapalme**, pp. 103-107. Montréal : Les Presses de l'Université du Québec, 1988, 303 pp. Collection: Les leaders politiques du Québec contemporain.

Duplessis, qui connaît bien l'histoire politique du Québec, se complaît à répéter qu'il est le véritable héritier de Mercier, Gouin, Taschereau.

Mercier, s'appuyant sur le mécontentement populaire suscité par la pendaïson de Riel, prôna l'union de tous les Canadiens français et catholiques au-delà des lignes de parti, fonda le Parti national en regroupant les membres du Parti libéral et les conservateurs dissidents ; il dilua le programme libéral pour s'attacher les conservateurs québécois, défendit déjà l'autonomie provinciale face à Ottawa, gagna les élections provinciales de 1886 et de 1890 avant que son parti ne s'écroule sous le poids de scandales politiques.

Gouin, gendre de Mercier, reprit la politique autonomiste de son beau-père : il critiqua le puissant Laurier en exigeant une hausse du subside fédéral aux provinces, autorisa les commissions scolaires catholiques du Québec à aider financièrement les écoles franco-ontariennes qui luttaienï contre le Règlement 17 restreignant l'enseignement du français, combattit la conscription lors de la Première Guerre mondiale. Gestionnaire conservateur, il s'enorgueillit de réduire la dette publique. Malgré son attachement au libéralisme économique le plus strict, il se vit contraint, sous la pression des nationalistes menés par Bourassa, et dix ans après l'Ontario, de passer une loi qui obligeait les compagnies à transformer le bois en pâte ou papier avant de l'exporter. Après quinze ans de pouvoir, il céda en 1920 la direction du Parti libéral à Taschereau qui dirigera la province jusqu'à sa défaite en 1936 aux mains de Duplessis.

Taschereau poursuivit la politique de son prédécesseur. Il prôna la mise en valeur des richesses nationales par l'apport des capitaux étrangers, s'opposa le plus possible à l'intervention du gouvernement dans le domaine social, ne supporta pas l'idée d'un déficit budgétaire même durant la grande crise économique, refusa pendant longtemps au nom de l'autonomie provinciale les pensions de vieillesse offertes par le gouvernement fédéral, aida les amis du régime par une politique de patronage.

Duplessis fonde l'Union Nationale en fusionnant le parti conservateur du Québec avec l'Action libérale nationale qui, dans la conjoncture culturelle de l'époque, défend un programme réformiste. L'Union Nationale gagne les élections de 1936 en centrant ses attaques sur la corruption du régime Taschereau. Une fois au pouvoir, Duplessis étend son contrôle sur l'Union Nationale et met sous le boisseau les aspects réformistes du programme. En 1939, ce n'est pas vraiment le Parti libéral de Godbout qui vainc Duplessis, mais les ministres fédéraux du Québec qui, dirigés par le lieutenant québécois de King, Ernest Lapointe, menacent de démissionner si Duplessis est réélu et convainquent la majorité des électeurs, qu'ils sont un meilleur rempart que ce dernier contre une éventuelle conscription pour service outre-mer.

Godbout est un réformiste. Il accorde le droit de vote aux femmes malgré l'opposition de la hiérarchie catholique ; il rend obligatoire la fréquentation scolaire jusqu'à l'âge de 14 ans ; il entreprend une réforme de la fonction publique, il adopte, dans la foulée d'Ottawa, un Code du travail qui s'inspire du Wagner Act voté dans le cadre du New Deal de Roosevelt ; il étatisé la Beauharnois et la Montreal Light, Heat and Power et crée l'Hydro-Québec. Au niveau des relations fédérales-provinciales, Godbout s'aligne sur Ottawa. Dans son rapport déposé en 1940, la Commission Rowell-Sirois propose que le gouvernement central étende son contrôle sur les programmes sociaux et exerce un monopole sur les impôts afin d'être en mesure de poursuivre, dans une perspective keynésienne, une véritable politique économique canadienne. Godbout accepte, sans passer par l'Assemblée nationale, qu'Ottawa amende la constitution pour instituer l'assurance-chômage ; il adopte une position conciliante lors de la conférence fédérale-provinciales sur le rapport de la Commission Rowell-Sirois tandis que l'Ontario, la Colombie-Britannique et l'Alberta s'opposent nettement aux recommandations centralisatrices de ladite commission ; il accorde au fédéral le droit exclusif d'imposer les revenus des particuliers et les profits des entreprises pour la durée de la guerre ¹. Le Parti libéral du Québec n'est plus le puissant, riche, autonome parti de Taschereau : il est maintenant inféodé à son grand frère libéral dont il dépend. Jean-Marie Nadeau, dans ses Carnets politiques, le dit clairement, tout en insistant sur l'aspect financier de cette dépendance : "A tout cela s'ajoute le fait indéniable que le Parti libéral provincial et son organisation ne sont plus nécessaires ou essentiels pour assurer le succès au Parti libéral fédéral. C'est le cas depuis la disparition du régime Taschereau en 1936. Avant cette époque, c'est le parti de M. Taschereau qui soutenait, financièrement, le parti tant

¹ Sur cet aspect historique : voir Conrad Black, Duplessis, Éd. de l'Homme, 1977, 1, 487 p. et 2, 623 p. ; Richard Jones, Vers une hégémonie libérale, PUL, 1980, 256 p., Duplessis et le gouvernement de l'Union nationale, Ottawa, Société historique du Canada, brochure no. 35, 1983, 24 p.

provincial que fédéral. Qui détenait les cordons de la Bourse exerçait la puissance. Avec la défaite du régime en 1936 et l'avènement de M. Godbout la même année, les choses ont changé. Les argentiers du parti étaient ceux du parti fédéral ²."

La politique de Godbout se distingue donc de celle de Taschereau sur trois points : interventionisme de l'État dans les domaines économique et social ; collaboration avec le fédéralisme centralisateur, dépendance de l'organisation provinciale par rapport au Parti libéral fédéral. Duplessis qui, sous l'étendard de l'autonomie provinciale, vainc Godbout en 1944 puis en 1948, reprend l'ensemble de la politique de Taschereau, même s'il s'en démarque par sa collaboration étroite avec le clergé : le nationalisme axé sur la défense de la langue, de la foi et des juridictions provinciales ; le libéralisme classique au niveau économique ; le rôle supplétif du gouvernement dans le domaine social, champ réservé prioritairement aux institutions charitables de l'Église et de l'entreprise privée ; le conservatisme au niveau de l'État dont le budget doit être minimal et équilibré, dont les politiques ne doivent jamais oublier les amis du parti ; une caisse électorale abondante alimentée par l'entreprise privée et les patroneux.

Le Parti libéral du Québec, qui subit en 1948 la plus cuisante défaite de son histoire, est un parti délabré lorsque Godbout quitte sa direction. Les députés et ministres libéraux à Ottawa, qui jouissent du pouvoir et de l'énorme prestige de Louis Saint-Laurent, ne sont guère tentés de quitter la scène fédérale pour affronter un Duplessis qui semble invincible. Georges-Émile Lapalme, élu député à Ottawa en 1945, qui a rarement pris la parole à la Chambre des communes, qui ne se considère pas comme ministrable, qui prône l'indépendance du Canada et éprouve physiquement, intellectuellement la difficulté d'être Canadien-français au gouvernement fédéral, accepte la sollicitation de ses collègues, pose sa candidature à la direction du Parti libéral du Québec et est élu en 1950 grâce à l'appui des fédéraux.

Qui est ce Lapalme qui devra combattre Duplessis, le défenseur de la province de Québec, de la "race" canadienne-française contre le gouvernement "d'ailleurs", celui d'Ottawa ? Contrairement à son adversaire, Lapalme ne se réfère pas aux premiers ministres québécois antérieurs qu'il ne semble pas bien connaître. Mais ses *Mémoires* révèlent où vont ses allégeances. En 1925, même s'il n'est pas un partisan libéral, il appuie Mackenzie King perçu comme un digne successeur de Laurier dont le nationalisme canadien avait tant alimenté la fibre patriotique des Canadiens français. En 1930, il s'engage activement au sein du Parti libéral par admiration pour King qui, avec Lapointe, avait oeuvré à l'obtention du Statut de Westminster pour le Canada. Plus tard, élu député à Ottawa, il s'attriste de

² Jean-Marie Nadeau, *Carnets politiques*, Éd. Parti pris, 1966, p. 97.

s'apercevoir que le nationalisme canadien n'est défendu que par les francophones : "Les Canadiens français voulaient un véritable drapeau distinctif ne contenant aucun rappel au colonialisme. Presque tous les députés canadiens- anglais insistaient sur la présence d'un emblème britannique³." La victoire de Saint-Laurent, comme celle de Laurier précédemment, exalte une bouffée de fierté française : "Le nouveau premier ministre du Canada portait un nom français et parlait français (...) Le fait français prenait un sens, se dégageait et s'extériorisait, n'était-ce que par les simples phrases françaises du premier ministre prononcées au parlement ou dans les réceptions officielles⁴." Ces "instants d'émotion ou d'orgueil" vécus allègent mais ne suppriment pas le sentiment d'œuvrer au sein d'un parlement fédéral qui fonctionne comme une "cathédrale anglicane".

Le nationalisme canadien peut être profitable pour un député qui oeuvre à Ottawa. Mais Lapalme, qui poursuit au Québec la politique de Godbout, - État-providence et bonne entente avec Ottawa -, se trouve démuné face à la politique autonomiste de Duplessis. Cela se révèle clairement lors des tractations sur les accords fiscaux. Les provinces canadiennes avaient accepté, comme contribution à l'effort de guerre, de céder temporairement au gouvernement d'Ottawa leurs champs de taxation. En 1946, le gouvernement Saint-Laurent propose de renouveler cet accord pour une période de cinq ans en échange de subsides fédéraux. Lapalme, alors député à Ottawa, appuie son chef, réduisant le débat à une dispute de clôtures dont la responsabilité incomberait à l'entêté Duplessis⁵. En 1954, Québec est maintenant seul à s'opposer aux politiques fiscales d'Ottawa qui n'accordent aux provinces que 5% de l'impôt fédéral sur le revenu personnel. Duplessis décide alors de passer à l'attaque et fait adopter une loi qui fixe le taux d'imposition à 15%. Lapalme vote contre cette mesure qui favoriserait, par sa double imposition, l'industrialisation de l'Ontario au détriment du Québec et parce qu'il est convaincu que ses amis d'Ottawa ne céderont pas⁶. Pourtant, un an plus tard, sous la pression de l'opinion québécoise, le gouvernement Saint-Laurent fléchit et concède aux provinces 10% de l'impôt fédéral. Fortifié par cette victoire, Duplessis déclenche les élections en 1956. Lapalme, qui s'associe avec le nationaliste québécois Pierre Laporte et les créditistes pour constituer une large coalition anti-duplessiste, cherche maintenant à s'approprier le programme autonomiste de Duplessis, mais son discours n'est guère convainquant : le Parti libéral du Québec constitue toujours l'aile provinciale du parti fédéral ; des députés fédéraux participent à l'élection provinciale ; Lapalme s'oppose encore à la double imposition de 5% résultant de la différence entre le 15% de l'impôt

³ Georges-Émile Lapalme, *Le bruit des choses réveillées*. Mémoires, I, Leméac, 1969, p. 295.

⁴ Idem, p. 330.

⁵ Ibidem, p. 305.

⁶ Georges-Émile Lapalme, *Le vent de l'oubli*. Mémoires, t. 2, Leméac, 1970, pp. 172-174.

provincial et le 10% alloué par le fédéral. Le discours réformiste que tient le Parti libéral depuis Godbout est de plus affaibli par la présence massive des bérêts blancs lors des assemblées publiques tenues par les libéraux.

Le revirement de Saint-Laurent sur la question des partages fiscaux est perçu par Lapalme comme un croc-en-jambe que lui fait le grand frère fédéral. Et ce n'était Pas le premier. Lapalme avait mené une dure campagne contre Duplessis, l'accusant de spolier nos richesses naturelles en taxant le fer du Labrador "une cenne la tonne". Louis Saint-Laurent bafoua publiquement le dirigeant libéral du Québec en appuyant Duplessis. Car si ces deux premiers ministres s'opposaient sur les pouvoirs constitutionnels et s'ils ne partageaient pas la même vision du rôle de l'État, ils défendaient tous deux la plus totale ouverture du marché canadien aux investissements américains ⁷.

Comment le PLQ, inféodé idéologiquement, organisationnellement et financièrement au Parti libéral fédéral, deviendra-t-il le dirigeant de la révolution tranquille ? Lapalme appuie, après quelques hésitations semble-t-il, la mise sur pied de la Fédération libérale du Québec prônée par Jean-Marie Nadeau et Jean-Louis Gagnon. Cette Fédération, autonome par rapport au parti fédéral, a comme objectif d'être un laboratoire de réflexion politique. Elle se veut une organisation démocratique se démarquant des partis traditionnellement contrôlés par les organisateurs, les patroneux, les députés. Mais Louis Saint-Laurent, invité sous la pression des fédéraux au congrès de fondation de la Fédération, fait un discours où le nom de Lapalme n'est même pas prononcé. La Fédération est circonvenue par l'élite traditionnelle du parti qui continue de fonctionner comme auparavant et d'organiser les campagnes électorales. La Fédération est l'embryon de ce que deviendra le Parti libéral du Québec dans les années 60 : elle n'explique pas la mutation.

Lapalme, épuisé par ses défaites successives, démissionne de la direction du parti et fait élire à sa place Jean Lesage, apprécié pour son charisme et son expérience politique. Lesage, qui avait appuyé en 1954 Saint-Laurent dans son refus des demandes du Québec, est perçu comme un ferme fédéraliste et comme un centriste sur les questions sociales et économiques. Il n'emboîtera d'ailleurs le pas aux plus importantes réformes de la Révolution tranquille (nationalisation de l'électricité, nouveau Code du travail, ministère de l'Éducation) que lorsqu'il y fut poussé par son "équipe du tonnerre" enrichie par la venue de progressistes nationalistes, dont René Lévesque. Mais cette équipe n'aurait pu être le moteur d'une telle transformation si la conjoncture électorale n'avait pas été radicalement

⁷ Gérard Boismenu, "Politique économique au niveau provincial : le duplessisme", Le Québec en textes, Boréal Express, 1980, pp. 90-98.

modifiée : la défaite du Parti libéral fédéral aux mains de Diefenbaker ouvre la possibilité pour le PLQ de soutenir une position autonomiste sur la question du partage des pouvoirs ; la mort de Duplessis, puis de son populaire successeur, Paul Sauvé, permet au PLQ de s'emparer du discours nationaliste et de lui donner un contenu réformiste.

Georges-Émile Lapalme, allégé de la charge de leader de parti, lourde tâche qui ne lui avait guère apporté de gratifications, joue un rôle déterminant dans cette réorientation du PLQ. Il systématise les diverses résolutions votées par la Fédération libérale du Québec et rédige ainsi le programme de la campagne électorale de 1960 qui se fera sous le slogan "Il faut que ça change". En 1962, il appuie René Lévesque et convainc Jean Lesage et le caucus libéral de déclencher des élections générales sur le thème de la nationalisation de l'électricité, avec le slogan "Maître chez-nous". Georges-Émile Lapalme, en se frottant à Duplessis, était devenu autonomiste tout en restant progressiste. Il s'en explique clairement dans ses Mémoires : "Elle réussissait son autonomie, elle prenait du poids à même l'air libre, elle avait de plus en plus de vie ; il n'y en avait que pour elle. Elle finit par être l'aiguillon de tous, mais il demeura l'aiguilleur (...) Et c'est Maurice Duplessis qui en criant au feu qu'il avait allumé nous a éveillés à ce demain merveilleux qui serait, qui devait être le nôtre, à tout prix (...) je lui donne d'avance toute l'importance qu'il aura, mais dans ma pensée, je le situe en regard du nouveau visage que nous allions donner à notre politique en partant des coups que Duplessis nous administrait à grand renfort d'autonomie. Une fois sorti de la ligne de feu, après la mort de l'ennemi, il n'y a aucun mérite à reconnaître que cet adversaire nous a forcés à forger notre pensée et notre stratégie (...) De ses affirmations vides et de ses négations sont sorties à la fois une politique de petites choses et toute une séquelle de grands actes accomplis par d'autres, c'est-à-dire par nous et nos successeurs ⁸."

Ce nationalisme constitutionnel et fiscal du nouveau PLQ renoue, au-delà de Duplessis, avec les libéraux Taschereau, Gouin, Mercier, tout en s'en démarquant radicalement par son caractère laïque et étatique, par l'accent mis sur l'autonomie économique du Québec, sur le rôle interventionniste de l'État dans les domaines économique et social. Certains n'y verront que continuité. Identifiant le nationalisme québécois à une fièvre tribale et l'opposant au nationalisme canadien qui relèverait de l'universel, Trudeau s'orientera vers Ottawa. Avec Lévesque, il constituera un tandem similaire à celui de Saint-Laurent-Duplessis, jouant l'ambivalence québécoise, qui se développe depuis la Confédération, entre nationalisme canadien et nationalisme axé sur le Québec.

⁸ Georges-Émile Lapalme, *Le vent de l'oubli. Mémoires*, t.2, Leméac, 1970, pp. 41-43.

Fin du texte.